



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU
Association

**15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH**

Philippe GRANDGUILLAUME

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de BESANCON

4 Place Schumann- 90000 BELFORT



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU Association

15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH

Aux membres de l'Assemblée Générale,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les organisations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des organisations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.»

IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ASSOCIES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Belfort, le 29 avril 2022



Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux Comptes

Désignation de l'entreprise										MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU										Néant <input type="checkbox"/>											
Adresse de l'entreprise										13 RUE SAINTE BARBE										MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU										68210 ALTE...	
Numéro SIRET*										4 1 9 6 1 7 7 9 0 0 0 0 2 9																					
Durée de l'exercice en nombre de mois*										1 2										Durée de l'exercice précédent*										1 2	

				Exercice N clos le										Exercice N-1 clos le													
				3 1 1 2 2 0 2 1										3 1 1 2 2 0 2 0													
				Net										Net													
				5										4													
ACTIF				Brut 1		Amortissements-Provisions 2																					
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial*	010		012																						
		Autres*	014	4 874	016	4 874											2 369										
	Immobilisations corporelles*		028	178 462	030	123 573	54 889										44 634										
	Immobilisations financières* (1)		040		042																						
	Total I (5)		044	183 336	048	128 447	54 889										47 003										
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production*	050	1 800	052		1 800										1 800										
		Marchandises*	060		062																						
	Avances et acomptes versés sur commandes		064		066																						
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés*	068	6 126	070	6 126											13 187										
		Autres* (3)	072	157 216	074	157 216											150 944										
	Valeurs mobilières de placement		080		082																						
	Disponibilités		084	200 263	086	200 263											141 499										
	Charges constatées d'avance*		092	1 633	094	1 633											3 215										
Total II		096	367 037	098	367 037											310 643											
Total général (I + II)		110	550 373	112	128 447	421 926										357 646											
PASSIF						Exercice N NET 1										Exercice N-1 NET 2											
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel*		120			10 080											10 080										
	Écarts de réévaluation		124																								
	Réserve légale		126																								
	Réserves réglementées*		130																								
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants*)		131			117 281											115 565										
	Report à nouveau		134																								
	Résultat de l'exercice		136			32 961											1 716										
	Provisions réglementées		140			43 839											22 560										
	Total I		142			204 160											149 921										
	Provisions pour risques et charges		154			84 671											24 486										
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées		156																								
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		164																								
	Fournisseurs et comptes rattachés*		166			8 056											7 280										
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :)		169			74 960											99 801										
	Produits constatés d'avance		174			50 078											73 789										
Total III		176			133 095											180 870											
Total général (I + II + III)		180			421 926											355 277											
RENVIS	(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195																				
	(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182																				
	(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice	184																				

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-A-11

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)		Désignation de l'entreprise		MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU										Néant <input type="checkbox"/>									
A — RÉSULTAT COMPTABLE				Exercice N clos le					Exercice N-1 clos le														
				3	1	1	2	2	0	2	1	3	1	1	2	2	0	2	0				
				1					2														
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*			209								210											
	Production vendue	biens	dont export et livraisons intracommunautaires	215								214											
				217							218												
	Production stockée*	(Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)										222											
	Production immobilisée*											224											
	Subventions d'exploitation reçues											226											
Autres produits											230												
Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)											232												
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)											234											
	Variation de stock (marchandises)*											236											
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)											238											
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*											240											
	Autres charges externes* :	(dont crédit bail : — mobilier : — immobilier :)										242											
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont contribution économique territoriale*)			243							244											
	Rémunérations du personnel*											250											
	Charges sociales (cf. renvoi 380)											252											
	Dotations aux amortissements*											254											
	Dotations aux provisions											256											
	Autres charges	dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger* 259 310 dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles 260										262											
	Total des charges d'exploitation (II)											264											
1 — RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)											270												
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers		(III)									280											
	Produits exceptionnels		(IV)									290											
	Charges financières		(V)									294											
	Charges exceptionnelles		(VI)									300											
	Impôts sur les bénéfices*		(VII)									306											
2 — BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) — Charges (II + V + VI + VII)											310												
B — RÉSULTAT FISCAL				Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col. 2																			
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*											316											
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles											318											
	Provisions non déductibles*											322											
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033.not)											324											
Deductions	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247										330											
	Entreprises nouvelles (44. senis)	986		Zone franche urbaine (44. octes et octes A)	987		Zone franche Corse (44. decis)	988															
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. septis)	981		Jeune entreprise innovante (44. senis A)	989		Pôle de compétitivité (44. unisicis)	990															
Deductions	Divers* dont (44. quateris)	345		Investissements outre-mer	344		Créance due au report en arrière du déficit	346															
	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS				Bénéfice col. 1		Déficit col. 2					352											
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière (Entreprises I.S. seulement)											356											
	Déficits antérieurs reportables :*																						
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS				Bénéfice col. 1		Déficit col. 2					370												
Primes et cotisations complémentaires facultatives				381		Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant*				380													
Montant de la T.V.A. collectée				374		Effectif moyen du personnel*				376													
Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) :				378		Montant des prélèvements personnels de marchandises*				399													

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

I) OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

Article 2 des statuts L'association « Maison de la Nature du Sundgau » a pour objet :

de gérer les bâtiments et les équipements d'éducation à l'environnement mis à sa disposition par la Communauté de Communes de la Porte d'Alsace, situés au 13 et 15 rue Sainte Barbe.

- De créer, animer et développer les activités indispensables à la vie du centre.
- D'accueillir tous les types de publics, de les sensibiliser, les éduquer, les former à travers des démarches pédagogiques adaptées et innovantes, à une appréhension cohérente et à des comportements respectueux de la nature, de l'environnement et du patrimoine.
- D'assurer des missions de conseil, d'études et de gestion de la nature, de l'environnement et du patrimoine local.
- D'agir concrètement avec les partenaires locaux et notamment les collectivités territoriales, pour une valorisation du pays dans le cadre d'un développement local durable prenant en compte les contraintes sociales, environnementales et économiques.

2) REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément à la réglementation française en vigueur.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3) COMPLEMENT D'INFORMATION

1) IMMOBILISATIONS

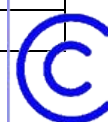
Les immobilisations sont évaluées à leur coût net d'acquisition ou, le cas échéant à leur coût de revient.

La méthode prospective a été retenue pour l'application de la réglementation sur les actifs.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de la valeur vénale de ces biens.

Les amortissements ont été calculés de la façon suivante :

Immobilisations incorporelles	Durée d'utilité	Mode
autre	12 mois	linéaire
immobilisations corporelles		
matériel pour activités	3 ans	linéaire
installations générales	10 ans	linéaire
Agencement terrain de découverte	10 ans	linéaire
matériel de transport	3 ans	linéaire
matériel de bureau informatique	3 ans	linéaire
mobilier	10 ans	linéaire



Philippe GRANDGUILLAUME
Commissaire aux comptes
4 Place Schumann - 90000 BELFORT
06.88.82.56.38 - pg.cac@orange.fr

II) CREANCES ET DETTES

Elles ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement aux quelles elles pouvaient donner lieu.

III) DISPONIBILITES

Les éventuelles disponibilités en monnaie étrangère ont été évaluées au cours de la date de clôture.

IV) PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leurs montants.

Les amortissements ont été calculés de la façon suivante :

Tableau de variation des immobilisations au 31/12/2021

	début exercice	acquisitions	diminutions	fin exercice	durée d'utilité	mode
Immobilisations incorporelles						
Logiciels	2 369,28			2 369,28	12 mois	linéaire
autres	2 505,00			2 505,00	12 mois	linéaire
total (I)	4 874,28	0,00	0,00	4 874,28		
immobilisations corporelles						
matériel pédagogique	43 700,28	7 760,08	3 224,30	48 236,06	3 ans	linéaire
outillage	11 484,72			11 484,72	3 ans	linéaire
total (ii)	55 185,00	7 760,08	3 224,30	59 720,78		
installations générales	24 171,99	6 205,56		30 377,55	10 ans	linéaire
terrain de découverte	34 136,98			34 136,98	5 ans	linéaire
matériel de transport	23 400,76			23 400,76	5 ans	linéaire
matériel de bureau informatique	17 421,58	5 388,20		22 809,78	3 ans	linéaire
Mobilier	6 689,21	1 326,12		8 015,33	10 ans	linéaire
total (III)	105 820,52	12 919,88	0,00	118 740,40		
TOTAL GENERAL	165 879,80	20 679,96	3 224,30	183 335,46		

Tableau des amortissements au 31/12/2021

	début exercice	dotation	sorties des actifs	fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	2 369,28			2 369,28
autres	2 505,00			2 505,00
total (I)	4 874,28	0,00	0,00	4 874,28
immobilisations corporelles				
matériel pédagogique	36 979,10	3 657,87	3 224,30	37 412,67
outillage	9 647,43	918,46		10 565,89
total (ii)	46 626,53	4 576,33	3 224,30	47 978,56
installations générales	8 608,38	0,00		8 608,38
terrain de découverte	19 028,28	2 637,72		21 666,00
matériel de transport	21 874,91	1 525,85		23 400,76
matériel de bureau informatique	16 094,24	1 195,49		17 289,73
Mobilier	4 139,14	490,33		4 629,47
total (III)	69 744,95	5 849,39	0,00	75 594,34
TOTAL GENERAL	121 245,76	10 425,72	3 224,30	128 447,18

V) Stocks et en-cours

Les achats de marchandises, matières et fournitures sont évalués à leur coût de revient et les produits et en-cours de production sont évalués à leur coût de production.

Ces éléments ont, le cas échéant été dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la date de clôture de l'exercice.

POSTES DU BILAN CONTENANT DES PRODUITS A RECEVOIR

Créances clients et comptes rattachés

NOM	MONTANT
ARIENA (411A01)	1 756
Divers écoles	3 888
Divers clients	482

Autres créances

NOM	MONTANT
(441102) Investissement CEA	7 000
(441103) Investissement Région Grand Est	5 011
(441104) Investissement CAF	5 124
(441700) Fonctionnement Agence de l'eau	61 102
(441701) fonctionnement Région Alsace	22 181
(441703) Fonctionnement CCSAL	4 449
(441709) CAF du Ht Rhin	38 185
(441715) SM4	3 122
(441716) FONJEP	1 734
(441717) Fondation de France	5 300
(468700) Uniformation	3 895
(401E04) Enercoop Avoir	112

TOTAL GENERAL 157 216

POSTES DU BILAN CONTENANT DES CHARGES A PAYER

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs factures 2021 (401+408 créditeurs) 8 056

Dettes fiscales et sociales

Charges sociales 2021 39 181

Provisions congés à payer 32 760

Charges à payer / compte salaire 3 020

TOTAL GENERAL 83 016

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 72 906 Euros

Ils ont été calculés avec les paramètres suivants :

- salariés pris en compte : 7
- taux de progression des salaires : 1
- taux de rotation du personnel : 1

EFFECTIF MOYEN

	Personnel salariés
Cadre	2
Agent de maîtrise	
Employés	9
Apprentis	2
TOTAL	13

PRINCIPES SPECIFIQUES AU SECTEUR

- Les contributions volontaires effectuées à titre gratuit sont estimées à 16020 € pour l'année sur une base de 133.5 journées se décomposant de la manière suivante :

	Nombre de bénévoles intervenant sur l'animation	Nombre de journées bénévoles
GP : ateliers pratiques	6	5,5
GP : soirées	3	1,166666667
GP : sorties guidées	15	6,5
GP : stand sur manifestation extérieure	4	0,333333333
loisir : AL MNS	13	63
loisir : camps de vacances	1	6
loisir : chantier ado	3	11
Pressoir	4	40
Total général	49	133,5

133.5 jours * 8heures par jour*15€ de l'heure = 16020 €

A cette somme se rajoute la mise à disposition des bâtiments par la Communauté de Communes Sud Alsace Largue estimée à 68700 €

861100	Mise a dispo gratuite des locaux	68 700,00
864000	Personnel bénévole	16 020,00
871000	Prestations en nature	68 700,00
875000	Dons en nature	16 020,00

TOTAL CLASSE 8

84 720,00 84 720,00

 **Philippe GRANDGUILLAUME**
Commissaire aux comptes
4 Place Schumann - 90000 BELFORT
06.88.82.56.38 - pg.cac@orange.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes clos le 31 décembre 2021

MAISON DE LA NATURE DU SUNDGAU Association

**15 rue Sainte Barbe
68210 ALTENACH**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Belfort, le 29 avril 2022



Philippe GRANDGUILLAUME

Commissaire aux Comptes